ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3189

Texte de la question

MORT D'OUSSAMA BEN LADEN

M. le président. La parole est à M. Richard Dell'Agnola, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Richard Dell'Agnola. Monsieur le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, le 11 septembre 2001, le monde, frappé de stupeur, voyait la ville de New York mutilée par l'attentat contre les tours jumelles et meurtrie par la mort de 3 000 victimes du terrorisme.

L'écroulement des deux tours a constitué une secousse pour l'Amérique et le reste du monde qui ont découvert dans cette tragédie la main d'Al-Qaida promettant une guerre totale à l'Occident au nom de la guerre sainte.

Depuis dix ans, les démocraties livrent une guerre au terrorisme jusque dans les montagnes reculées d'Afghanistan. Hier, des forces spéciales américaines ont mis un terme à une traque de plusieurs années contre le chef de ce réseau terroriste. Il s'agit d'un nouvel échec pour l'islamisme radical après le printemps arabe qui appelle à plus de libertés et plus de démocratie.

Aujourd'hui, dans un monde qui change, nous devons rester vigilants : nous ne sommes pas encore à l'abri de représailles ou d'actions spectaculaires.

Nous pensons aux Français victimes de l'attentat de Marrakech, auxquels le Président de la République rendra hommage tout à l'heure. Nous n'oublions pas nos compatriotes toujours aux mains des ravisseurs dans différentes régions du monde.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous faire part de vos analyses et de vos réflexions, et présenter à la représentation nationale la stratégie de la France pour préserver nos intérêts et nos ressortissants, en même temps que les initiatives diplomatiques que le Gouvernement envisage de prendre pour que nous puissions vivre en liberté dans un monde plus sûr ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Alain Juppé, ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.

M. Alain Juppé, *ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes.* Monsieur Dell'Agnolla, le Premier ministre vient de le dire, la lutte contre le terrorisme n'est pas finie, même si l'élimination de Ben Laden est une bonne nouvelle.

Nous allons la poursuivre avec un premier objectif précis : obtenir la libération des otages français encore détenus à travers le monde par des groupes terroristes. Il s'agit, bien entendu, de M. Ghesquière et de M. Taponnier qui se trouvent en Afghanistan, mais aussi des quatre otages français enlevés au Mali. Nous déployons tous les efforts possibles pour obtenir leur libération.

Notre deuxième objectif consiste à poursuivre, dans les conditions qui viennent d'être rappelées par Gérard Longuet, notre engagement en Afghanistan, dans la perspective d'un retrait qui pourra s'effectuer lorsque les conditions de sécurité auront été établies et que le gouvernement afghan sera en mesure d'assurer la sécurité de son peuple.

Le troisième objectif, sur lequel je veux insister, est de soutenir les transitions démocratiques dans le monde arabe. La meilleure réponse que nous puissions apporter aux mouvements terroristes et extrémistes est précisément de permettre à tous ceux qui aspirent à la liberté et à la démocratie de gagner lorsque cette transition n'a pas encore abouti. Je pense en particulier à l'Égypte et à la Tunisie.

Je vous rappelle que le Président de la République a décidé d'inviter ces deux pays à la réunion du G8 qui se tiendra à Deauville à la fin du mois de mai. Il s'agit de mobiliser les grandes puissances, afin de bâtir des plans

d'action qui permettront aux deux pays de faire face à leurs difficultés économiques. Si nous laissons ces nations s'enfoncer dans ces difficultés, la transition politique sera menacée. Il est donc important que nous nous engagions à fond pour que les idées de démocratie et de liberté triomphent en Tunisie et en Égypte, et pour qu'il y ait une contagion dans le monde arabe, y compris en Syrie. Je précise que, contrairement à ce que j'ai entendu, ici ou là, la position de la France sur la Syrie n'est pas ambigu : nous condamnons ce qui se passe dans ce pays et nous essayons de faire en sorte que des sanctions soient prises pour stopper la répression sauvage du régime syrien contre sa population. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC et sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Richard Dell'Agnola
Circonscription : Val-de-Marne (12e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3189
Rubrique : Ordre public
Ministère interrogé : Affaires étrangères et européennes
Ministère attributaire : Affaires étrangères et européennes

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 4 mai 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 mai 2011